



Manifestation à Bastia ce 21 mars.

Plusieurs dizaines de militants de l'Hôpital, des Douanes, de la CTC de La Poste de la mairie de Bastia de la Préfecture de Bastia. De nombreux bureaux de Poste du département ainsi que des cantines scolaires étaient représentés.

Concernant les services de la DGFIP alors que les suppressions d'emplois continuent, l'accueil du public se réduit. Alors que le ministre Baylet est annoncé en Corse jeudi pour inaugurer une nouvelle maison des services au public (à l'ordinateur dans un Bureau de poste) les menaces sur la fermeture prochaine de la Trésorerie de cette même ville.

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Ci dessous le texte lu lors de la manifestation

Nous sommes réunis ce jour à Bastia mais aussi dans tout le pays pour porter nos revendications pour l'emploi et la défense des services publics. Nous sommes à un mois de l'élection Présidentielle. Les programmes des candidats pour certains font froid dans le dos. Pour la CGT même si nous n'appelons pas à voter pour un candidat il n'est pas question de rester silencieux pendant cette période ni après l'élection. Le syndicalisme c'est agir au quotidien quelle que soit la période et quelle que soit la couleur politique des majorités aux responsabilités ; que ce soit au plan national ou ici chez nous en Corse.

Il ne se passe pas un jour dans le pays sans qu'une usine ferme ou que des plans sociaux avec casse de l'emploi et du savoir faire ne soient annoncés. La France qui détenait un fort potentiel industriel a perdu 2 millions d'emplois dans ce secteur en 30 ans. Le 1^{er} ministre B Caseneuve s'est rendu à Amiens la semaine dernière non pas pour s'opposer à la délocalisation de l'usine Wirpool de fabrication de machines à laver en Pologne mais pour au contraire en prendre acte impuissant voir complice de cette décision. Au-delà des 300 ouvriers au chômage et des conséquences dramatiques pour leur famille c'est toute une ville qui va souffrir de cette décision dictée uniquement pour accroître les profits boursiers de ces patrons .

Ce désastre social et économique aura un impact immédiat aussi sur les ressources des collectivités locales et les services publics. Hausse des impôts locaux pour faire face à la perte de contribution de l'entreprise, augmentations des tarifs publics de certaines prestations, fermeture d'une école, hausse du chômage et ainsi de suite.

Voilà le scénario qui nous est imposé depuis trop longtemps et auquel il faut mettre un terme et c'est possible à condition de prendre les bonnes décisions. Et ce n'est sûrement pas en appliquant le programme de F Fillon le Thatcher de la Sarthe que les conditions de vie des gens vont s'améliorer et le chômage reculer. Celui qui prétend que la fin des 35H n'est pas un effort considérable qu'il n'a aucun regret à vouloir supprimer 500 000 postes dans la fonction publique, d'augmenter la TVA tout en supprimant l'impôt sur la fortune, de confier la protection sociale aux assurances privées ; autant de mesures qui ne le toucheront pas lui qui se fait offrir pour 50 000 euros de costumes ou qui paie avec nos impôts des salaires pour des emplois fictifs de 4000 à 8000 euros à ses enfants et son épouse. Bien sur il n'est pas le seul à vouloir dans son programme continuer à s'attaquer aux droits sociaux acquis de Haute lutte. M Macron déjà à l'origine de la loi travail qui permet de ne plus majorer les heures supplémentaires, s'attaque à notre système de retraite soit disant pour le simplifier mais surtout pour faire baisser le montant des pensions déjà pourtant très affaibli par les réformes passées.

Avec tout ça comment s'étonner que les citoyens soient écœurés, désabusés et révoltés et qu'ils puissent pour certains se laisser séduire par un parti d'extrême droite le FN pourtant dangereux pour nos libertés et nos droits. Même si le discours a changé, le fond est toujours le même. Son positionnement en faveur des salariés n'est qu'une posture. Que ce soit pour vouloir remettre la retraite à 60 ans ou l'augmentation du pouvoir d'achat, aucun chiffrage concret n'est avancé et pour cause ce parti est foncièrement pro patronal..

Pour la CGT il faut continuer de porter nos revendications de partage des richesses, de contrôle des aides publiques, de réduction de la durée du travail à 32H, et de renforcement des droits pour les salariés.

En Corse le renforcement des services publics est une nécessité. A la Poste, à Pôle emploi, à la CAF et à la Sécu, dans les Préfectures, mais aussi les collectivités locales, les personnels croulent sous le travail et les usagers n'ont plus le service qu'ils sont en droit d'attendre. Et c'est toute la société qui en paie le prix fort. Aux Douanes les conséquences sont dramatiques. Fraude à la TVA, lutte contre le trafic de Drogue, protection des consommateurs et des espaces maritimes autant de missions essentielles pour les Corses qui sont très mal assurées aujourd'hui par les Douanes faute d'effectifs suffisants.

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Public: [Infos / actions](#)

[Mobilisations 2017](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
